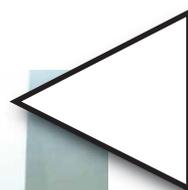


## Assises de la protection de l'enfance

Paris, le 7 juin



### Vidéo

Discours d'ouverture de la journée internationale pour la Palestine - Fabien Roussel (4 juin 2025)

## L'université d'été du PGE

(P. 3)

### Héritage

« La France est un pays communiste », la formule revient volontiers ces temps-ci dans la presse de droite (encore dans *Le Figaro* de samedi dernier) dès qu'il s'agit de fustiger l'État, les collectivités locales ou le secteur public. On se souvient sans doute que Mikhaïl Gorbatchev, dernier président de l'URSS, avait même ajouté (dans un tout autre genre) : « La France est le dernier pays communiste mais qui a réussi... » Oublions ces boutades (et ces provocations) pour ne retenir que l'essentiel : l'héritage communiste a été déterminant dans la construction du modèle (social) français. Un acquis qu'on casse. ☹

Gérard Streiff

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

Je verse : ..... €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

# LA MAKRONIE KRAQUE



Chantal Montellier

**4 juin, à 18 h :** Initiative débat « Protéger l'enfance : une responsabilité collective et urgente » à la fédération des Bouches-du-Rhône

**5 juin :** Manifestation en soutien à la niche des parlementaires,

**7 juin, à partir de 8h30 :** Assises PCF de la protection de l'enfance, inscriptions : [https://www.pcf.fr/assises\\_pcf\\_protection\\_enfance](https://www.pcf.fr/assises_pcf_protection_enfance). Siège du PCF (75019)

**9 juin :** un an de la dissolution?

**14 juin :** Soirée festive 94 ! Bar, restauration, DJ set et vente des bons de soutien pour la Fête de l'Humanité. Dans la cour de la fédération PCF Val-de-Marne au 45 rue Marat, 94200 Ivry-sur-Seine.

**15 juin, à partir de 10 h :** Fête des « Allobroges de la Drôme », autour des 120 ans de l'Humanité, avec la présence de Fabien Gay, sénateur et directeur du journal : débat sur la Sécurité sociale, stands associatifs, syndicaux, du livre, avec la librairie Notre temps de Valence, et fin d'après-midi musicale. Terrain des cheminots CGT, Portes-lès-Valence (26)

**16 juin, à partir de 18h30 :** Énergie nucléaire : une filière durable pour le XXIe siècle, inscriptions : [https://www.pcf.fr/nucleaire\\_durable](https://www.pcf.fr/nucleaire_durable). Siège du PCF (75019)

**27 juin, à partir de 18 h :** Table ronde « Quel avenir pour le service public hospitalier ? », avec Alain Milon, sénateur du Vaucluse, membre de la commission des Affaires sociales du Sénat ; Anthony Gonçalves, oncologue, professeur de médecine, membre du CN du PCF ; Cathy Larsson, secrétaire générale de l'Union santé départementale CGT 84 ; Muriel Duenas, secrétaire nationale INDECOSA CGT, représentante des usagers dans les commissions d'usagers. Animée par Léo Purguette, directeur du journal *La*

*Marseillaise*. Espace 7, Sorgues (84)

**13 septembre à 13h :** Banquet des vétérantes à la Fête de l'Humanité. Informations et inscriptions : <https://urls.fr/sWulc6>

## LES RENCONTRES PROGRESSISTES

Toutes les infos sur les débats du cycle : <https://revue-progressistes.org/2025/01/13/empreintes2050-un-plan-climat-en-debats/>.

Toutes les vidéos des débats sont disponibles sur le site. Ces rencontres sont ouvertes à toutes et tous.

# L'Université d'été 2025 du Parti de la gauche européenne sera à Paris !

## « Paix, planète, peuples : notre lutte commune »

L'Université d'été du Parti de la gauche européenne, Paris 2025, est un rendez-vous ouvert à tous les militantes et militants pour participer à construire la transformation sociale en Europe.

Cet été, du 11 au 13 juillet, rejoignez l'Université d'été du Parti de la gauche européenne (PGE) à Paris, au siège du PCF, place du Colonel-Fabien ! À l'heure des nouvelles brutalités internationales, dans un contexte où les défis mondiaux se multiplient : montée des extrêmes droites, crise économique, sociale, climatique, montée des inégalités, tensions géopolitiques, montée des masculinismes..., il est impératif de partager des constats et de renforcer les liens entre les communistes et progressistes en Europe. L'Université d'été du PGE est l'occasion idéale de se former, d'échanger et de s'engager aux côtés de militant·es, syndicalistes, intellectuel·les et responsables politiques et syndicalistes venus d'Europe.

L'Université d'été est un espace internationaliste. Le monde est plongé dans une vague autocratique globale, le Five-Dem-Institute, qui est une université de recherche à Göteborg en Suède produit un rapport tous les ans sur la démocratie dans le monde et montre cette troisième vague d'autocratie. Par rapport à l'an dernier, plus de 10 autres pays sont passés de démocratie à des régimes d'autoritaires comme par exemple l'Argentine, la Géorgie, mais également Israël avec Netanyahou qui l'entraîne dans l'autoritarisme.

L'Europe est menacée de la même manière, l'autoritarisme est propulsé par une rhétorique guerrière des revanchards capitalistes, patriarcaux, complottistes. C'est pourquoi il est important pour nous de créer les espaces comme l'Université d'été du PGE est plus qu'un simple rendez-vous politique. C'est



un espace collectif de réflexion politique, un espace de formation et de lutte, où militant·es, syndicalistes, intellectuel·les et responsables politiques se retrouvent pour renforcer nos combats communs. Ce n'est pas un lieu de simples discussions, mais une forge où s'affûtent les stratégies de transformation. Nous partagerons nos expériences, nos luttes, nos victoires et nos défaites, pour avancer ensemble plus forts.

Ce rassemblement veut permettre l'émergence d'une réponse politique à la crise globale. Le programme s'articule autour de questions essentielles : comment enrayer la catastrophe climatique qui

menace notre avenir ? Comment vaincre les inégalités économiques creusées par les politiques d'austérité et les logiques libérales ? Comment défendre les droits des travailleurs et des travailleuses pour les droits des femmes, et contre le racisme face à la montée des extrêmes droites et du racisme ? Comment construire la paix face aux menaces impérialistes et guerres ?

Vingt ans après le NON au traité constitutionnel européen, nous construirons des solidarités progressistes indispensables. C'est dans la rencontre des peuples, dans l'échange des savoirs militants, que naissent les forces capables de contrecarrer les projets capitalistes.

Notre force est dans nos débats démocratiques mais aussi dans notre unité dans l'action et notre détermination. L'Université d'été du PGE à Paris est une étape pour fonder une gauche européenne offensive, capable de porter un projet politique clair et ambitieux, en rupture avec l'ordre dominant.

Du 11 au 13 juillet, Colonel Fabien sera le carrefour des luttes progressistes européennes : Inscrivez-vous vite sur : [european-left.org](https://european-left.org) et participez à la construction d'une Europe solidaire et démocratique. Ne restons pas spectateurs. Soyons acteurs. Ensemble, préparons la riposte, construisons une Europe des peuples, pour la justice sociale, pour la paix, pour la planète. 🌱

**Hélène Bidard**

**Inscription :** Les places sont limitées. Pour vous inscrire et obtenir plus d'informations, rendez-vous sur le site officiel de l'événement :

<https://www.european-left.org/event/2025-summer-university/>

# En direct avec le comité central

**D**ans l'océan d'archives mises à disposition de tous par le Parti communiste avec les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis (AD93), les enregistrements audio des séances du Comité central ne manquent pas de retenir l'attention. On s'installe dans une petite cabine attenante à la salle de lecture des Archives départementales. Casque sur les oreilles. Lecture. Vous y êtes. Vous êtes au Comité central, comme si vous étiez assis quelque part entre Maurice Thorez, Jacques Duclos et Marie-Claude Vaillant-Couturier, à moins que ce ne soit entre Laurent Casanova et Aragon ou, plus près de nous, entre Francette Lazard et Roland Leroy, à deux pas de Georges Marchais, de Pierre Juquin, Mireille Bertrand ou Jack Ralite. La machine à remonter le temps marche à plein. C'est peut-être d'abord ça, les enregistrements sonores : le rêve réalisé d'être la petite souris qui s'est glissée en territoire d'Histoire et qui n'en manque pas une miette.

Cela fait bien longtemps que cette expérience est possible, à Bobigny, grâce à l'équipement de ce service public d'archives, à la compétence de ses agents et aux choix faits par la direction du Parti communiste à partir du début des années 1990 (1993, exactement) : ouvrir à toutes et tous les archives de la direction nationale du PCF. Des craintes ? Il y en eut ; il en demeure peut-être, mais le secret n'a jamais empêché la calomnie, les légendes noires paresseusement colportées. Non, depuis le début des années 1990, l'orientation n'a pas varié : ouvrir, ouvrir, ouvrir. Les communistes n'ont rien à craindre de ce choix qui détonne dans le monde politique : en jouant toutes cartes sur table, ils donnent à voir (et à entendre !) leurs positions, le cheminement qui les amenés à les prendre, les débats... Un matériau prodigieux pour l'historien



professionnel mais qui peut être très précieux aussi pour une réflexion proprement politique. Si on n'a pas l'esprit embourbé dans les passions mécaniques de la réduplication, on gagne toujours pour le présent à se confronter à une élaboration politique de haut niveau, qu'elle ait 40 ans ou 70 et ce, quelles qu'aient pu être ses failles ou ses limites. En donnant son plein accord à la mise en ligne par les AD93 de ces enregistrements audio du Comité central longtemps conservés sur des supports très variés et consultables exclusivement à Paris puis à Bobigny, la direction du PCF poursuit donc cet élan plus que trentenaire. Que les oreilles s'ouvrent ! Bien sûr, c'est là que les problèmes commencent, d'une certaine façon : cette plongée dans le Comité central qui tâche d'analyser concrètement une situation pour nous très concrètement révolue n'est pas si facile à suivre ni à comprendre si on n'a pas en tête les enjeux et les réalités du moment. C'est

aussi la confrontation à une manière particulière de s'exprimer qui peut entraîner, si on n'y prend garde, bien des contresens. Reste que, désormais, tout un chacun, chez lui, dans le métro, le train ou la voiture, pourra retrouver la plupart des sessions du Comité central du PCF entre le début des années 1950 et 1968 (bientôt 1975, puis 1994, et il faudra envisager la suite car les enregistrements se sont poursuivis bien après cette dernière date qui reste à cette heure la borne chronologique finale de l'accord qui lie aujourd'hui le PCF et les AD93).

En tirant un certain nombre de fils possibles, en suivant un certain nombre de questions, France Culture vient de proposer une première exploration pour le grand public de ce fonds singulier à l'occasion de sa mise en ligne. Pendant une semaine, « La Série documentaire » a ainsi été consacrée aux archives sonores du PCF, sous la houlette d'Anne-Toscane Viudès. Éclairages contemporains et archives alternent pour aider à toucher du doigt une époque, un matériau qui n'ont pas fini de nous parler.

La série peut être réécoutée sur le site de France Culture ; le Comité central, sur celui des AD93.✪

**Guillaume Roubaud-Quashie**  
secteur Archives et mémoire du PCF

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

**Je verse : ..... €**

« Donnez au PCF les  
moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



## Mumia Abu Jamal, condamné à la peine de mort lente, matricule AM 8335

**D**ans la prison, nous créditons une carte alimentaire pour acheter un repas à Mumia lors de notre entrevue, et achetons des tickets pour faire une photo. Je me défais de tout ce qui pourrait faire sonner les portiques d'entrée : bagues, bracelets, boucles d'oreilles, armatures de soutien-gorge... Un garde me fait un dépistage de drogue. Je passe timidement le portique, puis nous traversons un couloir où un autre garde, au bout, écoute Johnny Cash, Folsom Prison. Est-ce de l'humour ? La porte s'ouvre sur une grande salle avec des tables numérotées, une ligne rouge au sol... Une femme regarde son amoureux derrière cette ligne rouge. Ils se retrouvent, mais il n'y a pas d'effusion de bonheur, seulement des regards. Mes yeux se brouillent de larmes.

Puis arrive Mumia. Il avance doucement, avec une démarche chaloupée, telle une panthère. Nous passons la ligne rouge pour le retrouver, l'embrassons, et ressentons une immense joie.

La table numéro 11 nous est assignée, non loin du garde sur son estrade.

Mumia nous parle de sa santé. Contrairement à ses habitudes de cacher ses souffrances, il exprime aujourd'hui sa plus grande inquiétude : celle de perdre la vue, de ne plus pouvoir communiquer par l'écriture. Il prépare une thèse sur Frantz Fanon. Il souffre d'une cataracte secondaire, qui l'empêche de lire et d'écrire, et limite sa reconnaissance de ses codétenus, sauf par la voix. Cela l'expose aussi à des chutes dans ses déplacements. Il est en état de faiblesse dans cet univers carcéral.

Bien que les médecins aient recommandé une intervention urgente, l'administration pénitentiaire n'a toujours pas donné son feu vert pour une opération au laser, peu coûteuse, dont l'effet serait immédiat. C'est une privation de liberté supplémentaire !

Il est évident que le déni de justice et l'absence de



22 mai 2025, 8 h, Prison SCI Mahanoy (Pennsylvanie).

traitements médicaux montrent que c'est bien la mort « lente » du journaliste que les autorités ont choisie. La justice de Pennsylvanie a rejeté définitivement ses derniers recours, malgré de nouvelles preuves d'innocence apportées par sa défense.

Nous lui proposons d'acheter à manger dans les distributeurs autour de la salle avec la carte alimentaire. Il nous décrit ce qu'il souhaiterait, nous montre du doigt le distributeur, car il n'a pas le droit de bouger, de se lever de la table, ni de choisir un sandwich ou un yaourt avec des fruits frais.

Je lui parle du livre, *Mumia : La plume et le poing*, édité par Le temps des cerises, des artistes qui y ont contribué, du militantisme par l'image. Il semble fier de cette énergie collective, venue de tous ces artistes, et les remercie chaleureusement, avec beaucoup d'émotion.

Nous évoquons aussi la contribution et le soutien d'Angela Davis dans ce livre, sa présence à la Fête de l'Humanité pour lui, Mumia, et la ferveur lors de la dédicace en sa faveur.

Après trois heures de rencontre, ponctuées d'anecdotes et de rires, c'est la traditionnelle photo prise par un détenu dédié à cette tâche.

Nous ne récupérons les clichés qu'à la fin de l'entrevue et le garde nous glisse à l'oreille : « Mumia c'est mon ami... ». Mumia, lui, n'a pas le droit de garder un cliché...

Nous nous quittons en levant le poing en signe d'au revoir.

La porte se ferme...

La lutte continue pour sa libération !

Amplifions la mobilisation internationale pour sortir au plus vite Mumia de l'enfer carcéral ! ✊

**Fred Garcia-Sanchez**

Délégation : Jacky Hortaut (co-animateur du Collectif Mumia et représentant la CGT), Steve Zade (co-animateur du Collectif Mumia), Frédérique Garcia-Sanchez (Mouvement de la paix, coordinatrice et graphiste du livre d'art *La plume et le poing*).

Se procurer le livre :

<https://letempsdescerises.net/products/la-plume-et-le-poing>

Organiser une exposition des œuvres :

[fredgarciasanchez@gmail.com](mailto:fredgarciasanchez@gmail.com)

### Méchoui pour la paix et la fraternité le 8 mai 2025

**Solidarité avec le peuple palestinien.  
Un bel élan pour la paix et la fraternité.**

Au parc de la nature de Tarnos, plus de 400 personnes ont participé au méchoui organisé par les communistes du Seignanx (40), avec la participation de Ian Brossat.



# Pour la transparence des financements

La responsabilité du privé dans les inégalités sociales et la révélation de la perpétuation des pires violences dans certains établissements conduisent à l'interrogation politique de la légitimité du subventionnement public du privé qui assure aujourd'hui 74 % de leurs budgets. D'autant plus dans un contexte où le gouvernement s'apprête à de nouvelles coupes budgétaires.

Ces affaires ont montré l'omerta et l'impunité dont le privé a longtemps bénéficié : la transparence est une nécessité aussi bien sur la pédagogie que sur le financement.

Si nous considérons que la seule solution reste de réserver l'argent public à l'école publique, nous ne pouvons nous contenter d'une telle affirmation qui, dans le contexte politique actuel, resterait une position de principe. Il faut exiger des évolutions à court terme, pour faire grandir les consciences.

La commission Éducation du PCF propose aux fédérations et aux élus du PCF des pistes d'action, d'initiatives politiques pour engager le débat sur le subventionnement public du privé, et plus largement sur le rôle que joue l'enseignement privé dans les reculs que subit la mixité sociale au sein des établissements publics.

## 1. Exiger la transparence des financements

**Les élus communistes peuvent porter ces questions dans tous les débats précédant une décision de subventionnement du privé sous contrat.**

- Au-delà des subventions dictées par la loi et la réglementation, quels montants sont réellement accordés aux établissements privés sous contrat ? Est-il légitime que les collectivités territoriales puissent outrepasser leurs obligations légales, d'autant plus que cela conduit à outrepasser la limite des 10 % du budget de l'établissement ?

- Comment identifier et refuser des demandes de



subventionnement associatives qui, sans faire apparaître de liens avec l'établissement privé, contribuent en fait à son financement ?

- Quelles subventions ministérielles sont accordées sur d'autres motifs que celui d'un subventionnement scolaire, par exemple au titre de l'aide aux territoires ruraux défavorisés ?

## 2. Contrôler les établissements

La première exigence est celle du « respect total de la liberté de conscience » affirmé par la loi Debré. La reconnaissance du « ère propre » de l'enseignement ne peut justifier des pratiques d'endoctrinement ou des propos visant à réduire les droits des citoyennes et citoyens. Les cours religieux ne peuvent en aucun cas constituer une obligation.

La seconde est celle du respect des programmes nationaux. Elle ne peut donner lieu à des arrangements ou des tolérances au prétexte du « ère propre » de l'établissement.

Enfin, le contrôle de la vie scolaire doit permettre de faire cesser ou de prévenir des pratiques illégales et mettant en cause les droits fondamentaux de

l'enfant.

L'affectation de moyens conséquents pour assurer ce contrôle et l'affirmation d'une totale indépendance des fonctionnaires qui ont mission de l'exercer sont des conditions impératives d'une indispensable évolution.

D'autres indicateurs permettront de mener la bataille dans chaque conseil, chaque collectivité, pour exiger la transparence.

**Pour les établissements privés sous contrat (religieux, autarcie pédagogique, maisons familiales rurales, etc.)**

- Au-delà des aides que la réglementation oblige les collectivités à verser : les montants sont-ils les mêmes que pour le public, ou bien sont-ils supérieurs ?

- Quid des prêts de locaux pour l'école ou pour le périscolaire, des personnels mis à disposition sur le temps scolaire et périscolaire ?

- Quid de la mise à disposition de moyens de transports, régulier ou pour des sorties scolaires, de la cantine scolaire ?

- Quid des fournitures scolaires, du matériel informatique, a fortiori quand la commune les offre aux élèves du public et au privé ?

- la collectivité pratique-t-elle la rémunération publique des élèves en stage lorsqu'ils sont scolarisés dans le privé ?

**Pour les établissements privés hors contrat**

- La collectivité alloue-t-elle des subventions ou des aides à ces établissements qui refusent de rendre des comptes ? Rappel : rien n'est obligatoire (ni pour le scolaire, ni pour le périscolaire). 🔄

**Sébastien Laborde**  
membre du CEN

# Mon Master/Parcoursup : La sélection continue

**C**e lundi 2 juin, la déception est importante pour de nombreux jeunes. Les résultats Mon Master et Parcoursup, comme chaque année, s'apparentent davantage à une tragédie collective, mais aussi sociale, qu'à une simple liste d'admission. Ces plateformes, créées initialement pour faciliter la gestion d'entrée en études supérieures et en master en fonction des places disponibles, répètent ce constat médiocre depuis leur ouverture. En 2024, 30 % des jeunes inscrits sur Mon Master n'avaient pas reçu de propositions d'admission, et bien d'autres se sont vu placés dans des listes d'attente interminables et sans promesse d'avenir au bout du tunnel.

### Anxiété

L'anxiété des étudiantes et des étudiants est perçue dans les établissements avant même l'ouverture des plateformes. Si dès maintenant les inégalités sont visibles, elles sont bien dues à des politiques de délaissement des jeunes face à leur avenir. L'accompagnement pour leurs choix d'orientation ou à l'élaboration du dossier n'est pas systématique. À la clé : une attente interminable, qui ne se dénoue pas dès le 2 juin. Les listes d'attente et les différentes phases d'admission, notamment la phase complémentaire, durent, pour certaines, tout l'été. Face à cela, les sentiments sont confus, mais surtout dévalorisants. La sensation de n'être réduit qu'à un chiffre a de quoi en dégoûter plus d'un.

### Exigences

Les critères d'accès aux différents masters sont nombreux et dépendent évidemment des filières visées. Il est courant que des projets de recherches, accompagnés d'un chercheur référent en lien avec le laboratoire ciblé,



soient demandés, alors même que les stages en licence ne font pas partie de la formation. Ils dépendent donc du réseau et des moyens des étudiants. Pas facile de faire un stage, souvent non rémunéré, quand on travaille pendant les vacances.

Mais ce n'est pas tout. Les promesses d'admission aux stages pour les masters, l'obtention d'un avis favorable à la poursuite d'étude, la valorisation d'expériences professionnelles, des résumés/portfolio des travaux de recherche menés en amont... sont des demandes récurrentes. Enfin, les admissions, bien que cela ne soit pas systématique, dépendent aussi de la possibilité de se déplacer à travers le territoire afin de mener des oraux. L'option distancielle n'est pas systématique. Cela sans remboursement, ni promesse à l'issue.

### Agissons ensemble

Le constat est clair. Cette plateforme sert davantage les jeunes les plus privilégiés. Afin de mettre en exergue la réalité au ministère de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur, l'UEC organise une collecte de témoignages.

Toutes les voix doivent être entendues ! ✨

Tom Landry



Soutenons l'Avant-Garde  
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde  
2 place du Colonel Fabien 75019  
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.**

**Je verse :** ..... € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

# LANCEMENT DE L'ALLIANCE INTERNATIONALE

## POUR LA RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT DE PALESTINE

MERCREDI 4 JUIN

PARIS



Première rencontre entre la délégation de l'OLP, arrivée à Paris, et celle du PCF pour préparer la journée du 4 juin et concrétiser le lancement de l'Alliance internationale pour la reconnaissance de l'État de Palestine, la justice et la paix.

[Cliquez pour accéder au discours introductif.](#)



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup>  
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur),  
Amado Lebaube, Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.  
RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)  
RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA